

**Assemblée générale**

Distr. générale
14 juillet 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 97 de la liste préliminaire*

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**Rapport du Secrétaire général**

1. Au paragraphe 9 de sa résolution 62/59 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un rapport sur les efforts faits par les États qui ont ratifié le Traité pour parvenir à l'universalisation de ce dernier et sur la possibilité de fournir aux États qui en font la demande une assistance concernant les procédures de ratification, et de lui présenter ce rapport à sa soixante-troisième session.
2. Le présent rapport a été établi en réponse à cette demande. On trouvera en annexe les informations fournies par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur le sujet.

* A/63/50.



Annexe

**Rapport sur les activités entreprises par les États pour parvenir à l'universalisation
du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires^a
Juin 2007-mai 2008**

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
1. Niveau bilatéral			
<i>1 a). Activités relatives aux États de l'annexe 2</i>			
Australie	Juin 2007-mai 2008	L'Australie a continué de mener des campagnes d'information auprès des autres États de l'annexe 2 pour promouvoir le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et inciter la Chine, l'Égypte, l'Indonésie et les États-Unis d'Amérique à le ratifier.	
	9 et 11-13 mai 2008	L'Australie a invité le Secrétaire exécutif à venir rencontrer son Ministre des affaires étrangères pour examiner les meilleures façons de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et d'aider à la mise en place du régime de vérification. L'Australie a organisé des conférences de presse et des interviews ainsi que des réunions entre le Secrétaire exécutif et les divers instituts stratégiques afin de faire mieux connaître le Traité.	
	Juin 2007-mai 2008	L'Australie a publié de nombreux déclarations et communiqués de presse, félicitant les États qui avaient ratifié le Traité (notamment ceux de l'annexe 2) et plaidant pour l'entrée en vigueur du Traité.	
Autriche	Septembre 2007-mai 2008	L'Autriche, qui copréside actuellement la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (conférence organisée en application de l'article XIV), s'emploie activement à promouvoir la ratification du Traité par ceux des États de l'annexe 2 qui ne l'ont pas encore fait.	
Bulgarie	Juin 2007-mai 2008	À la faveur de ses rapports bilatéraux avec les États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la Bulgarie les a engagés vivement à le faire sans plus tarder, en soulignant combien il importait que le Traité entre rapidement en vigueur.	

^a Y compris les activités achevées (non en cours ou non prévues) dont l'objet était de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
France	Juin 2007-mai 2008	À la faveur de ses échanges réguliers avec les États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la France a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes pour souligner l'importance qu'elle attachait à l'entrée en vigueur du Traité.	
	31 janvier 2008	La France s'est félicitée de la ratification du Traité par la Colombie ^b et a lancé un appel à une rapide entrée en vigueur du Traité.	
	21 mars 2008	Le Président français a exhorté tous les pays, notamment ceux de l'annexe 2, à ratifier le Traité.	
	7 avril 2008	À l'occasion du dixième anniversaire de la ratification du Traité par la France, cette dernière a lancé un appel spécial aux neuf États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore ratifié le Traité pour qu'ils le fassent.	
Islande	Juin 2007-mai 2008	Dans les réunions bilatérales et ses déclarations publiques, l'Islande a encouragé les États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité à le faire.	
Maroc	Juin 2007-mai 2008	Le Maroc a saisi toutes les occasions pour exhorter les États qui ne l'avaient pas encore fait, notamment ceux de l'annexe 2, à signer ou à ratifier le Traité pour combler une importante lacune dans le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires.	
Pays-Bas	Juin 2007-mai 2008	L'ancien Ambassadeur des Pays-Bas auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne a été nommé Représentant spécial de la Conférence organisée en application de l'article XIV avec pour tâche de promouvoir, au nom des États ratifiants, la rapide entrée en vigueur du Traité. En sa qualité de Représentant spécial, l'Ambassadeur Ramaker s'est rendu dans les États de l'annexe 2 et continuera de le faire. Le Représentant spécial de la Conférence organisée en application de l'article XIV, dont le mandat a été prorogé jusqu'en septembre 2009, est soutenu dans ses activités par les Pays-Bas, agissant en étroite coopération avec les présidents de la Conférence (Autriche et Costa Rica).	
	Juin 2007-mai 2008	À la faveur de ses rapports bilatéraux avec plusieurs États de l'annexe 2, les Pays-Bas ont souligné combien il importait qu'ils signent et ratifient le Traité.	

^b La Colombie a ratifié le Traité le 29 janvier 2008.

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
Pologne	Juillet 2007-mai 2008	Dans des rencontres bilatérales, qui se passent souvent au niveau ministériel, la Pologne, assurant la présidence de l'Union européenne pendant le deuxième semestre 2007, a abordé la question de la signature et de la ratification du Traité avec l'Inde, compte tenu de l'accord entre l'Inde et les États-Unis, ainsi qu'avec la République populaire démocratique de Corée.	
Pérou	Juin 2007-mai 2008	Le Pérou a continué à faire campagne pour l'universalisation du Traité dans les réunions bilatérales. Il a souligné à maintes occasions l'importance du Traité et plaidé pour sa rapide entrée en vigueur et, à cet égard, a exhorté les États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou ratifier le Traité.	
Qatar	Juin 2007-mai 2008	Le Qatar n'a négligé aucun effort pour engager tous les États (notamment ceux de l'annexe 2) qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou ratifier le Traité, estimant que l'universalisation du Traité garantira la sécurité mondiale et comblera une importante lacune dans le régime international de désarmement et de non-prolifération.	
Fédération de Russie	Juin 2007-mai 2008	Dans ses échanges bilatéraux avec les États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la Fédération de Russie les a vivement engagés à adhérer au Traité le plus tôt possible.	
Suisse	Juin 2007-mai 2008	La Suisse a fait valoir l'importance d'une rapide entrée en vigueur du Traité auprès de plusieurs États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié.	
Ukraine	Juin 2007-mai 2008	Après avoir terminé son mandat de coordonnateur du Groupe des États d'Europe orientale, l'Ukraine a poursuivi ses activités bilatérales de sensibilisation (notamment auprès des États de l'annexe 2), l'objectif étant de faire en sorte que le Traité entre en vigueur le plus rapidement possible.	
<i>1 b). Activités relatives aux États ne figurant pas à l'annexe 2</i>			
Australie	Juin 2007-mai 2008	L'Australie a poursuivi ses activités de sensibilisation auprès des États ne figurant pas à l'annexe 2 pour promouvoir le Traité et inciter nombre d'entre eux, dont le Brunéi Darussalam, les Îles Marshall, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Nioué, le Timor-Leste et les Tonga, à le ratifier.	

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
	Juin 2007-mai 2008	Dans le cadre des dialogues bilatéraux dans le Pacifique-Sud et les Caraïbes, l'Australie a continué d'encourager les États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore ratifié le Traité à le faire.	
	Juin 2007-mai 2008	L'Australie a publié de nombreux déclarations et communiqués de presse félicitant les États qui avaient ratifié le Traité (notamment ceux ne figurant pas à l'annexe 2) et plaidant pour l'entrée en vigueur du Traité.	
Autriche	Septembre 2007-mai 2008	L'Autriche, qui copréside actuellement la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (conférence organisée en application de l'article XIV), fait activement campagne auprès des États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité pour qu'ils le fassent.	
Bulgarie	Juin 2007-mai 2008	La Bulgarie a saisi toutes les occasions, lors de ses échanges bilatéraux réguliers avec les États ne figurant pas à l'annexe 2, pour promouvoir le Traité et plaider pour son universalisation.	
France	Juin 2007-mai 2008	À la faveur de ses échanges réguliers avec les États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la France a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes pour souligner l'importance qu'elle attachait à l'entrée en vigueur du Traité.	
	31 janvier 2008	La France s'est félicitée de la ratification du Traité par la Barbade et la Malaisie ^c et a plaidé pour une entrée en vigueur rapide du Traité.	
	21 mars 2008	Le Président français a invité tous les pays, y compris ceux ne figurant pas à l'annexe 2, à ratifier le Traité.	
Maroc	Juin 2007-mai 2008	Le Maroc a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes pour exhorter tous les États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, y compris ceux ne figurant pas à l'annexe 2, à le faire pour combler une importante lacune dans le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires.	
	Juin 2007-mai 2008	Le Maroc a versé des contributions financières volontaires pour permettre aux experts des pays en développement de participer aux réunions techniques officielles de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et renforcer ainsi le caractère universel du Traité.	

^c La Barbade et la Malaisie ont ratifié le Traité les 14 et 17 janvier 2008, respectivement.

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
Pays-Bas	Juin 2007-mai 2008	Le Représentant spécial de la Conférence organisée en application de l'article XIV s'est rendu dans plusieurs des États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. Le Représentant spécial, dont le mandat a été prorogé jusqu'en septembre 2009, est soutenu par les Pays-Bas, agissant en étroite coopération avec les présidents de la Conférence (Autriche et Costa Rica).	
	Juin 2007-mai 2008	À la faveur des rencontres bilatérales (notamment les interventions et les missions de leur Ministre des affaires étrangères), les Pays-Bas ont insisté auprès des États ne figurant pas à l'annexe 2 sur l'importance du Traité et plaidé pour son entrée en vigueur.	
	Juin 2007-mai 2008	Les Pays-Bas ont versé des contributions financières volontaires pour permettre aux experts des pays en développement de participer aux réunions techniques officielles de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et renforcer ainsi le caractère universel du Traité.	
Pérou	Juin 2007-mai 2008	Le Pérou a continué à faire campagne en faveur de l'universalisation du Traité lors des réunions bilatérales pertinentes. Il a souligné à maintes occasions l'importance du Traité et plaidé pour sa rapide entrée en vigueur et, à cet égard, a engagé les États ne figurant pas à l'annexe 2 à le signer ou à le ratifier, s'ils ne l'avaient pas encore fait.	
Pologne	Juillet 2007-mai 2008	À la faveur des rencontres bilatérales, qui se passent souvent au niveau ministériel, la Pologne a fait campagne auprès de nombreux États ne figurant pas à l'annexe 2, dont l'Iraq, pour qu'ils signent ou ratifient le Traité.	
Qatar	Juin 2007-mai 2008	Le Qatar n'a négligé aucun effort pour engager tous les États ne figurant pas à l'annexe 2 à signer ou ratifier le Traité s'ils ne l'avaient pas encore fait, estimant que l'universalisation du Traité servira la sécurité mondiale et comblera une importante lacune dans le régime international de désarmement et de non-prolifération.	
Fédération de Russie	Juin 2007-mai 2008	À la faveur de ses rencontres bilatérales avec les États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la Fédération de Russie n'a eu de cesse de les engager à y adhérer le plus tôt possible.	

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
Turquie	13 février 2008	La Turquie a versé des contributions financières volontaires pour permettre aux experts de pays en développement de participer aux réunions techniques officielles de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	
Ukraine	Juin 2007-mai 2008	Après avoir terminé son mandat de coordonnateur du Groupe des États d'Europe orientale, l'Ukraine a poursuivi ses activités bilatérales de sensibilisation (notamment auprès des États ne figurant pas à l'annexe 2), l'objectif étant de faire en sorte que le Traité entre en vigueur le plus rapidement possible.	
2. Niveau multilatéral			
2 a). Mondial			
Australie	Juin-septembre 2007	En tant que Coordonnatrice de la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Australie a dirigé les travaux préparatoires de la Conférence les 17 et 18 septembre 2007 avant de transmettre la responsabilité au Costa Rica et à l'Autriche.	
	Février-mai 2008	En sa qualité de Président du Groupe des 10 de Vienne, l'Australie a mené, avant et pendant la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, des activités visant à inciter les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou à ratifier le Traité.	
	13-18 avril 2008	L'Australie, en association avec le Japon et la Zambie, a demandé l'adoption d'une résolution promouvant l'entrée en vigueur du Traité à la cent dix-huitième assemblée de l'Union interparlementaire tenue au Cap (Afrique du Sud). Elle a décidé, avec la Zambie, d'être rapporteuse sur la rédaction du projet de résolution.	
	17 avril 2008	L'Australie a envoyé une délégation parlementaire dirigée par le Président du Sénat australien, Alan Ferguson, rencontrer le Secrétaire exécutif à Vienne et examiner avec lui comment faciliter l'entrée en vigueur du Traité et poursuivre la mise en place du régime de vérification.	
	Juin 2007-mai 2008	L'Australie a continué de donner la priorité à la mise en place du régime de vérification du Traité et de jouer, à cet effet, un rôle de premier plan parmi les États Membres en fournissant des ressources, du	

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
		matériel et des avis techniques. Elle a également continué de plaider pour l'établissement d'un budget axé sur le programme, soucieuse que le secrétariat technique provisoire reçoive l'appui politique et financier voulu pour s'acquitter de son mandat.	
	Mai 2008	L'Australie a versé des contributions financières volontaires pour la réalisation de l'étude scientifique internationale sur les capacités du régime de vérification du Traité.	
Autriche	Septembre 2007-mai 2008	L'Autriche, qui copréside actuellement la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (conférence organisée en application de l'article XIV), s'emploie activement à promouvoir la ratification du Traité dans tous les forums multilatéraux.	
Bulgarie	5 décembre 2007	La Bulgarie a été coauteur de la résolution 62/59 ^d intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
France	Juin 2007-mai 2008	Devant les instances multilatérales compétentes (Organisation des Nations Unies, Conférence sur le désarmement, deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires), la France a constamment plaidé pour l'entrée en vigueur du Traité.	
	17-18 septembre 2007	La France a pris activement part à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à Vienne (Autriche).	
	22 avril 2008	La France a organisé, en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) une conférence intitulée « Le TICE et le FMCT : voies royales vers le désarmement », pour examiner le rôle que pourraient jouer ces deux instruments dans le désarmement.	
Jordanie	Juin 2007-mai 2008	La Jordanie a souligné, dans toutes les réunions internationales pertinentes, la nécessité de parvenir à l'universalisation du Traité.	

^d Quatre abstentions (Colombie, Inde, Maurice et République arabe syrienne) et une voix contre (États-Unis d'Amérique).

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
Maroc	17-18 septembre 2007	À la Conférence organisée en 2007 en application de l'article XIV, le Maroc a réaffirmé son attachement aux instruments multilatéraux sur le désarmement et la non-prolifération, et a engagé les États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité (en particulier ceux de l'annexe 2) à le faire pour dissiper l'une des grandes inquiétudes de la communauté internationale.	
	5 décembre 2007	La Maroc a voté pour la résolution 62/59 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
	29 avril-9 mai 2008	Dans sa déclaration à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève (Suisse), le Maroc a rappelé l'engagement pris par la communauté internationale en 1995 et 2000 en faveur de l'entrée en vigueur et de l'universalisation du Traité.	
	Juin 2007-mai 2008	Le Maroc a aussi participé à toutes les réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'à toutes les consultations visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.	
	Juin 2007-mai 2008	Dans les instances multilatérales, le Maroc n'a eu de cesse de rappeler aux États qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier le Traité sans plus tarder.	
Pays-Bas	Juin 2007-mai 2008	Les Pays-Bas ont souligné l'importance d'une rapide entrée en vigueur du Traité et ce, à de nombreuses occasions, notamment à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève du 28 avril au 9 mai 2008.	
Pérou	Juin 2007-mai 2008	Le Pérou a continué à plaider pour l'universalisation du Traité dans ses communications publiques ou ses déclarations communes lors des réunions internationales. Le Pérou a souligné dans plusieurs rencontres multilatérales l'importance du Traité et plaidé pour sa rapide entrée en vigueur et, à cet égard, a engagé les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou à ratifier le Traité.	
Pologne	17-18 septembre 2007	La Pologne a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à Vienne.	

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
	5 décembre 2007	La Pologne a été coauteur de la résolution 62/59 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
	Juillet 2007-mai 2008	La Pologne a appuyé sans réserve les déclarations faites par l'Union européenne lors des conférences des Nations Unies visant à promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité, comme la Conférence des Nations Unies sur le désarmement et la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2020 le Traité de non-prolifération, qui doit se tenir du 28 avril au 9 mai 2008.	
Qatar	Juin 2007-mai 2008	Le Qatar n'a négligé aucun effort dans les instances multilatérales pour engager tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou à ratifier le Traité, estimant que l'universalisation du Traité servira la sécurité mondiale et comblera une importante lacune dans le régime international de désarmement et de non-prolifération.	
République de Corée	17-18 septembre 2007	La République de Corée a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à Vienne, et a exhorté les États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou à ratifier le Traité sans tarder. Elle a par ailleurs affirmé que les essais nucléaires annoncés par la République populaire démocratique de Corée en octobre 2006 étaient un coup de semonce et devaient accélérer l'entrée en vigueur du Traité et qu'elle espérait que les pourparlers à six créeraient la dynamique voulue.	
	3-5 décembre 2007	La République de Corée a organisé à Séoul la sixième Conférence commune ONU-République de Corée sur les questions de désarmement et de non-prolifération, au cours de laquelle les participants ont examiné comment revitaliser le régime multilatéral de désarmement et de non-prolifération et réaffirmé la nécessité de promouvoir la rapide entrée en vigueur du Traité.	
	5 décembre 2007	La République de Corée a voté pour la résolution 62/59, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
	30 avril 2008	Dans sa déclaration à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève (Suisse) du 28 avril	

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
		au 9 mai 2008, la République de Corée s'est félicitée de la ratification du Traité par la Colombie et la Malaisie et a exhorté les États qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier le Traité sans plus tarder. Elle a également souligné qu'il fallait maintenir les moratoires sur les essais nucléaires jusqu'à ce que le Traité entre en vigueur.	
Fédération de Russie	17-18 septembre 2007	La Fédération de Russie a participé à la Conférence organisée à Vienne pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a soutenu l'adoption de la Déclaration finale et des mesures visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. Le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Serguey V. Lavrov, a envoyé un message spécial aux participants à la conférence. La Fédération de Russie participe à l'application du plan d'action adopté à la Conférence pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.	
	5 décembre 2007	La Fédération de Russie a été coauteur de la résolution 62/59 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
	12 décembre 2007	La Fédération de Russie a tenu des consultations avec le Représentant spécial de la Conférence organisée en application de l'article XIV, l'Ambassadeur Ramaker, sur la perspective de l'entrée en vigueur du Traité et sur l'action qu'elle mène à cet effet. La nécessité de favoriser l'action menée par la communauté internationale pour promouvoir la rapide entrée en vigueur et l'universalisation du Traité a été soulignée lors de la réunion du Représentant spécial avec le Ministre russe des affaires étrangères, Serguey V. Lavrov.	
	Juin 2007-mai 2008	La Fédération de Russie a continué de défendre activement le Traité devant l'Organisation des Nations Unies, à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève (Suisse) et dans d'autres instances internationales.	
Suisse	Juin 2007-mai 2008	La Suisse a souligné, dans les instances internationales, l'importance d'une rapide entrée en vigueur du Traité.	
Turquie	17-18 septembre 2007	La Turquie a participé à la Conférence organisée à Vienne pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et s'est associée à la Déclaration finale adoptée à l'issue de la Conférence.	

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
	5 décembre 2007	La Turquie a été coauteur de la résolution 62/59 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
	5 décembre 2007	La Turquie a été coauteur de la résolution 62/37 ^e intitulée « Volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires » que l'Assemblée générale a adoptée à sa soixante-deuxième session.	
Ukraine	Juin 2007-mai 2008	Après avoir terminé son mandat de coordonnateur du Groupe des États d'Europe orientale, l'Ukraine a poursuivi ses activités multilatérales de sensibilisation, l'objectif étant de faire en sorte que le Traité entre en vigueur le plus rapidement possible.	
	29 avril-9 mai 2008	Dans sa déclaration à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève, l'Ukraine a de nouveau engagé tous les États, en particulier ceux de l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité sans tarder et sans conditions, et, en attendant son entrée en vigueur, à s'en tenir au moratoire sur les essais nucléaires ainsi qu'à s'abstenir de toute action contraire au Traité.	
2 b). Régional			
Australie	8-9 mai 2008	L'Australie a soutenu l'atelier sur la coopération internationale au sein de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, organisé à l'intention des États du Pacifique au Samoa, en y envoyant un expert présenter un exposé sur le régime de vérification et ses compétences.	
Autriche	Juin 2006-mai 2007	Pour contribuer à l'universalisation du Traité, l'Autriche a cofinancé l'organisation d'ateliers régionaux portant sur la question et y a participé.	
Bulgarie	Juin 2007-mai 2008	Dans le cadre de l'Union européenne, la Bulgarie a soutenu toutes les démarches et initiatives visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité comme principal instrument propre à garantir la paix et la sécurité internationales.	

^e Avec neuf abstentions (Bhoutan, Chine, Cuba, France, Israël, Myanmar, Nicaragua, Pakistan et République islamique d'Iran) et trois voix contre (République populaire démocratique de Corée, Inde et États-Unis d'Amérique).

<i>État</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contexte</i>	<i>Observations</i>
Belgique	Juin 2007-mai 2008	Dans le cadre de l'Union européenne, la Belgique a soutenu toutes les démarches et initiatives visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.	
France	Juin 2007-mai 2008	Dans le cadre de l'Union européenne, la France a soutenu toutes les démarches et initiatives visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité, dont celles qu'elle-même a entreprises en Malaisie, au nom de la présidence portugaise de l'Union européenne.	
Jordanie	Juin 2007-mai 2008	La Jordanie a engagé, à maintes occasions, les États du Moyen-Orient qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou à ratifier le Traité.	
Maroc	Juin 2007-mai 2008	Lors des réunions régionales portant sur la question, le Maroc a saisi toutes les occasions pour rappeler aux États qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier le Traité sans plus tarder.	
Pays-Bas	Juin 2007-mai 2008	Les Pays-Bas ont participé à l'action commune de l'Union européenne à l'appui des activités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Cette initiative, qui portait principalement sur le système de vérification, consistait notamment à fournir une assistance technique aux États africains signataires pour leur permettre de participer au système de vérification du Traité et de contribuer à son fonctionnement.	
Pérou	Juin 2007-mai 2008	Le Pérou a continué de plaider pour l'universalisation du Traité dans ses communiqués publics et déclarations conjointes dans les instances internationales. Il a souligné, dans plusieurs rencontres multilatérales, l'importance du Traité et plaidé en faveur de sa rapide entrée en vigueur et, à cet égard, a engagé les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer ou à ratifier le Traité.	